

Crises sociales, crises démocratiques, crise du néolibéralisme

PAR ROMARIC GODIN

ARTICLE PUBLIÉ LE MARDI 22 OCTOBRE 2019



Des manifestations à Santiago (Chili), Beyrouth (Liban), Barcelone (Espagne) et Hong Kong (Chine). © Reuters

Les tensions sociales dans le monde ont un point commun : le rejet des inégalités et de la perte de contrôle démocratique. Le moteur de la contestation pourrait bien être la perte de pertinence face aux défis actuels du néolibéralisme, qui aggrave sa propre crise et ouvre la porte à l'affrontement.

Les militaires dans les rues de Santiago du Chili, la place Urquinaona de Barcelone en flammes, des barricades qui hérissent les rues de Beyrouth... Pendant que la France politique et médiatique se passionne pour un voile, le monde semble s'embraser. Car ces scènes d'émeutes violentes qui ont marqué les derniers jours ne sont pas isolées. Elles viennent après des scènes similaires en Équateur, en Haïti (où le soulèvement populaire se poursuit), en Irak, en Égypte, en Indonésie, à Hong Kong, en Colombie... Sans compter les mouvements moins récents au Zimbabwe, au Nicaragua, en Roumanie et en Serbie durant l'hiver dernier ou, bien sûr, le mouvement des gilets jaunes en France.



Quito après la manifestation du 9 octobre 2019. © Reuters

Évidemment, il est possible de ne voir dans tous ces événements que des mouvements locaux répondant à des cas précis : la pauvreté endémique en Haïti, la persistance du militarisme de la droite chilienne, la dollarisation partielle ou totale des

économies équatorienne et libanaise, le refus de l'Espagne de reconnaître l'existence d'une « question catalane » ou encore l'aspiration démocratique de Hong Kong. Toutes ces explications sont justes. Mais sont-elles suffisantes ? Les mouvements sociaux ou démocratiques locaux ont toujours existé, mais qu'on le veuille ou non, la particularité du moment est bien qu'ils surgissent au même moment. Immanquablement, cet aspect contemporain des révoltes sur les cinq continents amène à penser qu'il existe bien un lien entre elles.

Le néolibéralisme veut vivre et aggrave sa propre crise

Ce lien pourrait bien se trouver dans la grande crise dans laquelle le monde est entré en 2007-2008. Au-delà de ce qu'en retiennent la plupart des observateurs, le « grand krach » qui a suivi la faillite de Lehman Brothers le 15 septembre 2008, cette crise est bien plus profonde et elle s'est poursuivie jusqu'à nos jours. Car ce n'est pas une simple crise financière ou économique, c'est la crise d'un mode de gestion du capitalisme, le néolibéralisme, qui se fonde sur la mise au service du capital de l'État, la financiarisation de l'économie et la marchandisation de la société.

Comme celle des années 1930 ou 1970, la crise actuelle remet en cause profondément le fonctionnement contemporain du capitalisme. Ces crises sont souvent longues et accompagnées de périodes de troubles. Comme l'a montré l'historien Adam Tooze dans *Le Déluge* (Les Belles Lettres, 2015), la crise de 1929 n'est pas le début d'une perturbation du capitalisme, laquelle a commencé pendant la Première Guerre mondiale et n'a réellement trouvé son issue qu'après cette Grande Guerre. Quant au néolibéralisme, il ne s'est imposé que dans les années 1990, vingt ans après le début de la crise de l'ancien paradigme.

Aujourd'hui encore, la crise est longue et s'approfondit à mesure que le néolibéralisme se débat pour ne pas mourir. Or en voulant survivre, il pousse le monde dans l'abîme. Car, certes, le néolibéralisme a survécu au choc de 2008 et il a même pu revenir après 2010 pour proposer comme solutions au monde

l'austérité budgétaire et les « réformes structurelles » visant à détruire les protections des travailleurs et des plus fragiles. Mais en cherchant à rester dominant, le néolibéralisme a encore approfondi sa propre crise.

Le premier salut de ce système économique mondial a été en effet une fuite en avant dans la croissance menée principalement par un régime chinois soucieux de continuer à alimenter la demande occidentale, dont vit son système économique. Et cette fuite en avant s'est traduite par une surproduction industrielle inouïe qui n'est pas pour rien dans la dégradation brutale de la situation climatique actuelle. Quelques chiffres le prouveront aisément. **La Chine produit en deux ans plus d'acier que le Royaume-Uni, qui fut longtemps le premier producteur mondial, en 150 ans et plus de ciment que les États-Unis au cours de tout le XX^e siècle.** Cette stratégie a échoué. Elle a conduit à un ajustement de l'économie chinoise qui a frappé directement ses fournisseurs émergents, du Brésil à l'Argentine en passant par l'Équateur et le Venezuela. Tous ont vu disparaître la manne des matières premières et ont dû ajuster leurs politiques.

L'autre moteur de la sauvegarde du néolibéralisme a été la politique monétaire conçue comme un moyen d'éviter toute relance budgétaire dans les pays occidentaux, mais qui, en réalité, n'est parvenue à sauver que le secteur financier et les grands groupes multinationaux. Ce plan de sauvetage du néolibéralisme a profondément échoué. La croissance mondiale n'a pas redécollé et la productivité est au plus bas malgré la « révolution technologique ». Le secteur

privé investit trop peu et souvent mal. Depuis quelques mois, l'économie mondiale est entrée dans une phase de nouveau ralentissement.



Protestation dans les rues de Beyrouth, 20 octobre 2019. © DR

Dans ces conditions, l'application continuelle des réformes néolibérales pour sauvegarder les marges des entreprises et les revenus des plus riches a eu également un effet aggravant. On l'a vu : les profits sont mal ou peu investis, la productivité ne cesse de ralentir et la richesse à partager est donc moins abondante. Mais puisque, pour réagir à ce ralentissement, on donne encore la priorité aux riches et aux entreprises, donc à ceux qui investissent mal ou peu, alors les inégalités se creusent encore plus. Dans cette logique, dès qu'un ajustement doit avoir lieu, on réclame aux plus modestes une part d'effort plus importante : par une taxe proportionnelle comme celle sur les appels Whatsapp au Liban, par la fin des subventions pour les carburants en Équateur ou en Haïti ou encore par la hausse du prix des transports publics au Chili. Toutes ces mesures touchent de plein fouet les besoins des populations pour travailler et générer des revenus.

Quand bien même le différentiel de croissance rapprocherait les économies émergentes de celles de pays dits plus avancés et ainsi réduirait les inégalités au niveau mondial, dans tous les pays, les inégalités nationales se creusent plus que jamais. **C'était le constat que faisait l'économiste Branko Milanović dans *Inégalités Mondiales* (2016, traduit par La Découverte en 2018) qui y voyait un retour de la question des classes sociales.** C'est donc bien à un retour de la lutte de classes que l'on assiste au niveau mondial.

Longtemps, on a pensé que la critique du néolibéralisme était un « privilège de riches », réservée aux pays les plus avancés qui ne connaissaient pas

les bienfaits de ce système. D'une certaine façon, la hausse des inégalités était le prix à payer pour le développement. Et il fallait l'accepter au nom de ces populations que l'on sortait de la misère. Mais ce discours ne peut plus fonctionner désormais et c'est la nouveauté de la situation actuelle. La contestation atteint les pays émergents. Le coup d'envoi avait été donné dès 2013 au Brésil, juste après le retournement du marché des matières premières, **avec un mouvement social inédit** contre les mesures de Dilma Rousseff prévoyant une hausse du prix des transports publics. Désormais, la vague s'intensifie et touche des pays qui, comme le Chili, ont longtemps été présentés par les institutions internationales comme des exemples de réussite et de stabilité.

Dans ces pays émergents, le ressort du néolibéralisme s'est aussi brisé. Son besoin de croissance et de concurrence le mène dans l'impasse : alors que la croissance est moins forte, la réalité des inégalités apparaît tandis que les hausses passées du niveau de vie font perdre de la compétitivité dans un contexte de ralentissement du commerce mondial. Le mirage d'un rattrapage des niveaux de vie avec les pays les plus avancés, la grande promesse néolibérale, disparaît avec les mesures déjà citées. Aucune solution n'est proposée à ces populations autre qu'une nouvelle paupérisation.

Le retour de la question sociale

Mais le néolibéralisme n'en a que faire. Enfermé dans sa logique de croissance extractiviste et comptable, il s'accroche à ses fantômes : la « **théorie du ruissellement** », la courbe de Laffer ou encore le « théorème de Coase » voulant que les questions de justice distributive doivent être séparées de la réalité économique. Il le fait grâce à un autre de ses traits saillants : « l'encadrement » de la démocratie. « L'économie » ne saurait relever du choix démocratique, il doit donc être préservé des « affects » de la foule ou, pour reprendre le mot devenu célèbre d'Emmanuel Macron, de ses « *passions tristes* ». Mais cet enfermement est de moins en moins possible alors que les inégalités se creusent et que la crise climatique s'exacerbe. Après cinq décennies de

démocratie encadrée, les populations réclament que l'on prenne en compte leurs urgences et non plus celles des « marchés » ou des « investisseurs ».

La crise actuelle du néolibéralisme a donc trois faces : une crise écologique, une crise sociale et une crise démocratique. Le système économique actuel est incapable de répondre à ce qui devient trois exigences profondes. Face à l'urgence écologique, il propose de répondre par les marchés et la répression fiscale de la consommation des plus faibles. Face à l'urgence sociale et démocratique, la réponse est l'indifférence. Car en réalité, répondre à ces demandes supposerait un changement profond de paradigme économique.



Alexandria Ocasio-Cortez présente le Green New Deal à Washington. © DR

Investir pour le climat supposerait ainsi de réorienter entièrement les investissements et de ne plus fonder l'économie uniquement sur une croissance tirée par les bulles immobilières et financières. Cela supposerait donc une remise à plat complète du système de création monétaire, ce qui est en germe **dans le Green New Deal proposé aux États-Unis et qui effraie tant les économistes néolibéraux**. Car, dès lors, la transition climatique ne se fera plus contre les classes sociales fragilisées mais avec elles. En assurant une redistribution massive des ressources au détriment des plus riches, on donnera ainsi aux classes les plus modestes les moyens de vivre mieux sans détruire la planète. Enfin, une association plus étroite des populations aux décisions permettrait de contrôler que ces dernières ne se font pas pour l'avantage des plus riches et du capital, mais bien de l'intérêt commun. Or, c'est précisément ce que le néolibéralisme a toujours rejeté : cette capacité de la démocratie à « changer la donne » économique. Précisément ce dont le monde a besoin aujourd'hui.

Autrement dit : ces trois urgences et ces trois exigences sont profondément liées. Reposer la question sociale, c'est nécessairement aujourd'hui poser une question démocratique et écologique. Mais comme ce changement est profondément rejeté par le néolibéralisme et les États qui sont acquis à sa logique, il ne reste alors que la rue pour exprimer son besoin. C'est ce qui est sur le point de se cristalliser aujourd'hui. Selon les régions, les priorités peuvent être différentes, mais c'est bien un même système qui est remis en cause, ce néolibéralisme global. Au reste, tous les mouvements connaissent une évolution où la question démocratique et sociale se retrouve, parfois avec des préoccupations écologiques conscientes. Partout, donc, la contestation est profonde et touche au système économique, social et politique.



Dans les rues de Barcelone, le 19 octobre 2019. © DR

Dans une vidéo diffusée sur les réseaux sociaux samedi 19 octobre, on voit des policiers espagnols frappant les manifestants indépendantistes catalans dans les rues de Barcelone. Sur le mur, un graffiti en catalan se détache : « *açó és lluita de classe* », « *ceci est une lutte de classe* ». Derrière la question nationale catalane s'est toujours placée la revendication d'une société plus juste et redistributive. Lorsque frappe la répression, cette réalité reprend le dessus. La volonté de reprendre le contrôle démocratique en Catalogne traduit aussi des priorités sociales et écologiques (un des condamnés par la justice espagnol, Raül Romeva, a été un élu écologiste avant de rejoindre le mouvement indépendantiste).

En France, le mouvement des gilets jaunes ne s'est pas arrêté à une simple « jacquerie fiscale » et la fin de la hausse de la taxe carbone n'a pas mis fin au mouvement. Ce dernier a remis en cause la pratique démocratique du pays et la politique anti-redistributive du gouvernement et le mouvement a

même rejoint les mouvements écologistes, comme l'a montré l'occupation d'Italie 2 début octobre. Les angoisses de « fin du mois » et de « fin du monde » commencent à converger. En Équateur, la situation est assez comparable : la lutte contre la fin des subventions à l'essence a permis de mettre en avant l'ampleur des inégalités touchant les populations autochtones, lesquelles sont depuis des années en révolte contre la logique extractiviste de gouvernements à la recherche de dollars.

Au Liban, où sept personnes détiennent l'équivalent d'un quart du PIB, le rejet du plan de « réformes » prévoyant taxes pour les plus pauvres et privatisations s'est aussi accompagné d'un rejet du gouvernement qui, pourtant, regroupe l'essentiel des partis du pays. Ce lien entre mouvement social et démocratisation est également évident au Chili. À Hong Kong, la contestation démocratique contre un régime chinois qui cherche à tout prix à cacher la crise de son modèle économique a pris un tournant social évident.

Cette crise n'est qu'un début. Rien ne permet d'espérer que cette crise néolibérale se règle rapidement, bien au contraire. Aux pressions sociales vont s'ajouter les catastrophes climatiques à répétition, comme celles qu'ont connues les Caraïbes depuis quelques années, qui ne feront que dégrader les conditions sociales. Surtout, les États semblent incapables de trouver d'autres solutions que celles issues du bréviaire néolibéral. Certes, en Équateur ou au Liban, les manifestants ont obtenu satisfaction avec le retrait des projets contestés. Au Liban, une mesure redistributive, une taxe sur les bénéfices bancaires a même été

accordée. Mais ces victoires sont fragiles et, comme on l'a vu, elles n'épuisent ni les problèmes sous-jacents, ni les revendications démocratiques.



Le président chilien Sebastián Piñera avec l'état-major de l'armée. © DR

Confronté à ce conflit permanent et à la contestation de son efficacité, le néolibéralisme pourrait alors se durcir et se réfugier derrière la « violence légitime » de l'État pour survivre. Comme Emmanuel Macron en France qui justifie toutes les violences policières, Pedro Sánchez en Espagne, qui n'a visité que des policiers blessés à Barcelone ce 21 octobre ou Sebastián Piñera, le président chilien invité du G7 de Biarritz en septembre, qui a fait ses annonces sous le regard de militaires comme jadis Augusto Pinochet... Ce dernier a ouvertement déclaré : « *Nous sommes en guerre* »,

à propos des manifestants. La guerre sociale devient donc mondiale et elle implique le néolibéralisme et ses défenseurs contre ses opposants.

Devant la violence de cette guerre et l'incapacité des gouvernants à dépasser le néolibéralisme, on assisterait alors à une convergence du néolibéralisme, autrement dit de la défense étatique des intérêts du capital, avec les mouvements néofascistes et nationalistes, comme cela est le cas depuis longtemps déjà dans les anciens pays de l'Est ou, plus récemment, dans les pays anglophones, mais aussi désormais en Inde et en Chine. Le besoin de stabilité dont le capital a si impérieusement besoin ne pourrait alors être acquis que par une « militarisation » de la société qui accompagnerait sa marchandisation. Le néolibéralisme a prouvé qu'il n'était pas incompatible avec cette évolution : son laboratoire a été... le Chili de Pinochet, un pays alors verrouillé pour les libertés, mais fort ouvert aux capitaux étrangers. Ce retour de l'histoire pourrait être un présage sinistre qui appelle désormais à une réflexion urgente sur la construction d'une alternative sociale, écologique et démocratique.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Direction éditoriale : Carine Fouteau et Stéphane Alliès

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, François Vitrani. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart, Société des salariés de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.